



Une croissance infinie n'est pas possible dans un monde aux ressources finies !

Proposition de programme de campagne pour les élections européennes de 2009

Qu'est-ce que « La Décroissance » ?

La Décroissance est avant tout, une remise en question de notre société de consommation sans hypothéquer nos acquis démocratiques, sociaux et culturels.

La Décroissance n'est pas la décroissance de tout pour tous, ni un retour en arrière vers un pseudo bonheur perdu, mais bien un virage, une bifurcation, que nous devons prendre afin de sortir de l'engrenage destructeur de la société de croissance. A l'aide de ses meilleurs outils que sont le capitalisme, le libéralisme, l'ultra-libéralisme, ... la société de croissance accumule dramatiquement les crises environnementales, sociales, économiques, culturelles et politiques.

Devant ce constat, il est urgent de dire à tous les citoyens qu'il ne s'agit pas de choisir entre « croissance et décroissance » mais bien entre une décroissance volontaire et une récession subie.

Les problèmes sociaux et environnementaux de notre système ne pourront être résolus ni en ajustant quelques paramètres, ni par les seules initiatives personnelles

C'est pour ces raisons [tout cela] qu'il est essentiel de proposer aux citoyens un projet politique capable de transformer ce modèle qui met en danger notre avenir. Le Parti pour la Décroissance a donc décidé de s'engager aux élections européennes pour y défendre un ensemble d'orientations susceptibles d'enclencher une décroissance sereine, soutenable, conviviale, et tout simplement humaine.

Des conditions de vie garanties pour tous

Il est temps de comprendre que l'Homme ne se réduit pas au couple producteur-consommateur. L'économie doit répondre à nos besoins et non créer des désirs toujours insatisfaits. Il convient alors de définir démocratiquement ces besoins et de permettre à chacun d'y avoir accès, sans être contraint d'entrer dans une bataille entre les individus. Pour introduire ces valeurs dans notre société, plusieurs axes devront être développés :

- En définissant démocratiquement les besoins de notre société : ressources alimentaires, logement, santé, éducation, transport, et autres secteurs économiques.
- En instaurant un revenu citoyen européen garanti financé par une refonte des impôts sur les sociétés et celui sur le revenu, ainsi qu'une réforme des prestations sociales (allocations non contributives, RMI, aides aux logements, minimums vieillesse, allocations familiales, allocations chômage). Il est nécessaire de protéger les laissés-pour-compte qui seront de plus en plus nombreux.
- En instaurant un revenu maximum autorisé indexé au revenu minimum. Dans une logique de réforme en profondeur de nos méthodes de production, réduire progressivement la durée hebdomadaire des salariés, mi-temps voulue et non imposée, partage du temps de travail, départ à la retraite à partir de 55 ans sans qu'elle favorise l'isolement .
- En lançant un débat démocratique sur la mise en place de la gratuité ou quasi-gratuité du « bon usage » et renchérissement du « mésusage » (pourquoi payer le même prix l'eau que l'on boit que celle qui remplit nos piscines ?).

Liberté de redonner du sens à sa vie, d'innover, d'entreprendre, d'être créatif face à ces crises économiques, énergétiques, environnementales et sociales. Croissance du temps libre et de la convivialité mais aussi plus de temps pour s'informer, débattre et participer à la vie politique et sociale.



Une société dans la sobriété

Aujourd'hui, si tout le monde vivait comme un européen, il faudrait au moins trois planètes. Notre modèle de développement n'est donc pas généralisable et doit être remis en question. De plus, 20% de la population s'accapare 86% des ressources naturelles. Détruisant les autres par la privation, les pays riches se détruisent eux-mêmes par leurs excès, en rejetant une part de plus en plus importante de leur population.

Il appartient alors à l'Europe dont la surconsommation nuit gravement à l'ensemble de l'humanité, de rétablir un équilibre qui commence par la sobriété de nos modes de vie. Plusieurs points sont alors envisageables pour prendre cette direction :

- Grand programme d'économie d'énergie en s'appuyant sur le travail de l'association *NegaWatt*.
- Localisation de la vie : rapprocher les lieux de production et de consommation (développement des petits commerces de proximité au détriment des grandes surfaces, retour des services publics sur tout le territoire).
- Mise en place d'un programme pour lutter contre le gaspillage par le biais d'une réduction des transports de marchandises, une politique d'usage et mésusage, et de pollueur payeur, une réduction des emballages, un étiquetage des tous les produits et services vendus de façon que la pollution engendré pour leur production soit lisible avant l'achat de produits et services
- Réforme de l'agriculture : promouvoir une agriculture de proximité respectueuse de la santé et de l'environnement en augmentant la part de la population active dans le secteur primaire.
- Privilégier le durable, le réparable plutôt que le jetable.
- Réduction de limites autorisées de pollution de l'eau, de l'air et des résidus des pesticides dans les aliments.

Réduction de notre dépendance aux importations, donc sortie progressive du pillage du sud organisé, mais réduction drastique de notre empreinte écologique.

Rénovation de la vie démocratique

Pour que les citoyens puissent participer à la vie démocratique, aux débats publics, il est nécessaire de les protéger des conflits d'intérêts et des lobbies.

• Réforme des médias

En s'appuyant sur l'ordonnance de 1944 sur les médias écrite par la résistance, mais aussi sur le travail d'associations comme *Acrimed* ou les *assises du journalisme*, réformer en profondeur le système médiatique, véritable pierre angulaire de nos démocraties :

- Indépendance face aux multinationales, aux lobbies et à la publicité.
 - Financement public d'émissions de qualité tels que des reportages en phase avec les problèmes sociétaux et des débats contradictoires de fond sur les sujets de sociétés importants
- ### • Vers une société sans publicité
- La publicité est l'outil central de la propagande de notre société de consommation. Elle représente un gaspillage et un gâchis effroyables : elle coûte cher (2^{ème} budget mondial derrière l'armement), elle génère la surconsommation, de la frustration, du gâchis humain et intellectuel, mais aussi matériel et énergétique, ainsi qu'une banalisation du mensonge.
 - En parallèle de cette réforme, le talent des employés de la publicité sera redéployé sur des projets vertueux.



Réorientation de la recherche et des sciences

- Décréter un moratoire sur la recherche techno-scientifique en s'appuyant sur un bilan sérieux et indépendant afin de réorienter la recherche scientifique.
- Moratoire sur les OGM, sur les nanotechnologies, sur les grands projets d'infrastructures (routes, chemin de fer, énergie...).

Sortie de l'ère du nucléaire

Depuis la seconde guerre mondiale nos sociétés sont dominées par le péril nucléaire. Avec la bombe la destruction totale de toute vie sur terre est devenue possible. Quant à l'utilisation dite « pacifique » avec l'électronucléaire, nous savons déjà depuis les accidents de Kytchim, Tchernobyl, Three Mile Island que les conséquences sont terribles. Il nous faut donc sortir du nucléaire le plus vite possible avant la catastrophe.

- Arrêt le plus rapidement possible du nucléaire et remplacement par ce qu'on trouvera comme source de production d'électricité au moment de la décision, mais en privilégiant le renouvelable et les économies d'énergie.
- Abandon de l'arme atomique par la France.
- Développement des recherches pour réduire la production de GES à partir du thermique à flamme.

Sortie de l'ère automobile

Notre société a été construite autour de la voiture et des transports routiers, elle repose donc sur une énergie non renouvelable, le pétrole. A travers une série de mesures en cohérence avec les précédentes il faudra sortir de notre dépendance à l'automobile :

- Remplacer le modèle d'habitat, individuel et collectif actuel, par une construction à taille humaine et de haute qualité environnementale.
- Développer une politique de relocalisation de la vie en agissant sur les infrastructures, les bassins d'emplois, les zones d'habitation, afin de réduire les déplacements.
- Relocaliser les transports en commun et encourager les modes de transport doux (la marche à pied et le vélo).
- Accompagner la reconversion de l'industrie automobile, de l'aéronautique et du trafic routier.



Un projet global plutôt qu'europpéen

- Réforme des institutions européennes
 - Nouveau traité de constitution européenne, à travers l'élection d'une assemblée constituante élue à suffrage universel direct proportionnel chargée de définir une constitution européenne (qui sera après ratifié par référendum)
 - Non cumul des mandats et pas plus de 2 législatures successives pour chaque élu.
 - Référendum obligatoire concernant les grands projets sociétaux.
 - Réappropriation politique de la Banque Central Européenne avec la refonte du système monétaire européen et la sortie du monétarisme
 - Annulation du pacte de stabilité et de croissance
 - Remplacement de l'indicateur PIB avec une série de nouveaux indicateurs comme le développement humain et/ou empreinte écologique

- Sortie de l'OTAN.
 - Politique européenne internationale
 - Concertation internationale entre l'Europe, les États-Unis et la Chine sur les crises énergétiques et économiques. Réorganisation des rapports Nord-Sud, démantèlement de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale, du G8, du G20 et de tous les autre GLambda au profit d'institutions pacifistes comme l'ONU.
 - Suppression des paradis fiscaux.

- Politique européenne agricole
 - Impulser à l'échelle européenne, une agriculture de proximité, respectueuse de la santé et de l'environnement en augmentant la part de la population active dans le secteur primaire.

- Mise en œuvre de nouvelles relations internationales, en particulier avec les pays du Sud,
 - Une stratégie à l'égard des pays victime de la famine, pour l'éradiquer,
 - Mise en œuvre de nouvelles relations avec les pays producteurs de matières premières.
 - Annulation des lois réprimant l'immigration qui n'ont absolument rien donné de positif et qui n'ont été mises en œuvre que pour satisfaire l'extrême-droite.
 - Mise en œuvre d'une nouvelle politique à l'égard des pays d'émigration s'appuyant sur le respect des droits de l'homme, respectueuse de la sécurité publique, et réaliste.

Convivialité heureuse

Les changements dont notre société a besoin doivent être réalisés progressivement, en tenant compte de l'accoutumance à notre mode de vie. Ils ne doivent en aucun cas être imposés brutalement. Grands programmes d'échanges culturels et sociaux, de mise en commun de savoir-faire, de savoir être... La solidarité plutôt que la compétition.